

# Plan d'action vers la grève sociale

**Contexte** (les lecteurs et lectrices informé-es peuvent sauter cette section)

La grève est terminée. Après une mobilisation inégalée dans l'histoire du Québec, le mouvement étudiant a fait reculer l'État sur la hausse des frais de scolarité. Les étudiants et étudiantes ont réussi à faire tomber le gouvernement et ont gagné sur plusieurs fronts. Cette victoire s'est cependant payée lourdement pour tous les grévistes, de par l'ampleur et la durée sans précédent de la grève, bien sûr, mais surtout par la répression qu'ils et elles ont subi dans les rues et sur les campus.

Devant cette réaction du pouvoir en place, c'est une partie de la population qui s'est levée, pour défendre un avenir meilleur, plus juste, que leur évoquaient les étudiants et étudiantes par leurs actions, leurs grandes manifestations, mais aussi leur courage devant l'injustice des lois et la brutalité de la répression. La grève étudiante contre la hausse des frais de scolarité s'est changée peu à peu en une lutte populaire. À l'horizon, on voyait se dessiner le potentiel d'une véritable grève sociale.

Pourtant, malgré les appels répétés de la CLASSE pour la grève sociale, bien peu ont suivi le mouvement. On a certes vu des gens s'organiser dans les quartiers, fondant des APAQ et gardant vivant le projet pour un temps. On a vu aussi des syndicats de professeur-es accepter de contrevenir à la loi et de déclencher une grève « illégale » en solidarité avec les étudiants et étudiantes. Certains syndicats de centres hospitaliers auraient même adopté des résolutions pour la grève sociale.

Or, ces mandats ne se multipliant pas, la grève sociale ne s'est jamais concrétisée. On a su par après qu'il y avait eu un sabotage insidieux par les directions des grandes centrales syndicales et qu'un climat d'incertitude sur la légalité d'une grève dans le contexte des lois actuelles, propagé tant par les centrales que par le gouvernement et les médias, avait eu raison de ce beau projet de grève sociale, plein de solidarité et d'espoir.

## Piste de solution

Si nous voulons surmonter tant la répression de l'État que la mollesse des syndicats institutionnalisés, il me semble judicieux de nous doter dès maintenant d'un plan d'action avec une vision à long terme sur des thèmes dépassant la stricte question de l'éducation. La dernière grève nous a montré comment nous pouvons déborder sur d'autres questions (environnement, féminisme, justice sociale, etc.) et recevoir ainsi un appui et une sympathie très larges dans la population.

Pour qu'un futur appel à la grève sociale ne soit pas un échec, je pense qu'il est impératif d'enclencher dès maintenant un plan d'action sur trois ans dans cette optique. Ce plan d'action viserait à nous solidariser au plus tôt à l'ensemble des mouvements sociaux, syndicaux et populaires. Notre manière de nous organiser démocratiquement et notre culture de la mobilisation auraient sûrement aidé plus d'un syndicat local à surmonter la peur de la répression en cas de grève « illégale » des travailleurs et travailleuses, de même qu'à contester une conception verticale et hiérarchique de l'organisation politique du mouvement syndical. Il ne s'agit pas de guider les autres sur une présumée voie supérieure, mais bien de partager nos expériences et nos pratiques respectives afin de se rapprocher et de créer des solidarités qui nous permettront de déclencher une véritable grève sociale, le moment venu.

## Plan d'action

Dans le plan d'action que j'envisage, la première tâche de l'ASSÉ serait sa propre consolidation. Il s'agit bien de renforcer les pratiques de syndicalisme combatif et de démocratie directe dans les associations locales, en particulier nouvellement affiliées, et de stimuler la réflexion sur notre vision globale de l'éducation dans la société, non seulement la question de la gratuité scolaire mais aussi la marchandisation du savoir et de la pédagogie.

Il ne faut pas se leurrer : seule une grève générale illimitée peut nous permettre d'obtenir la gratuité scolaire et peut-être même de bloquer le projet d'indexation défendu par le gouvernement. Nous n'avons pas le privilège d'autres organisations qui peuvent compter sur des employé-es pour maintenir

la « pression » en dehors des mobilisations : notre capacité d'action est directement liée à l'effervescence de la base. La force de l'ASSÉ, c'est la force du mouvement qui la soutient. Il ne faudrait pas « surchauffer » notre organisation en nous laissant imposer de l'extérieur un rythme que nous ne pourrions suivre sans risquer de trahir nos principes de fonctionnement ou épuiser, parfois pour de bon, les militant-es impliqués dans des luttes perdues d'avance.

L'observation, tant de l'état de la mobilisation dans les associations locales que je côtoie que des témoignages plus intimes par rapport au ressenti de l'après-grève qui me parviennent, me portent à croire que l'ASSÉ se ferait plus de mal en tentant de maintenir la cadence de la grève passée et qu'il serait préférable de se doter d'une directive pour une première année de plan d'action : repos, réparation et consolidation, à la fois personnels et collectifs. Ce plan d'action admet l'éventualité d'une défaite sur la question de l'indexation en 2013 comme un revers inévitable en vue d'une réplique future plus importante. Il s'agit de rester actif, mais sans s'engager dans une vaste campagne dont on ne peut pas supposer, dans l'état actuel de la mobilisation, qu'elle portera fruit, n'étant que peu portée par la base.

Une fois cette période de consolidation achevée, l'ASSÉ pourrait, sur une base ravivée, commencer l'élargissement de la lutte en vue de la prochaine étape. En effet, il est facile de démontrer que la transformation du secteur de l'éducation n'est qu'une facette d'un changement plus profond dans nos états occidentaux qu'on a appelé notamment l'austérité et qui représente l'étape suivante du développement du capitalisme. Le gouvernement fédéral est engagé depuis longtemps dans cette direction et il me semble plus que pertinent de contester ses politiques, en particulier celles reliées au projet de loi C-38, à la recherche et à la culture. De façon plus générale, nous contesterions toute l'orientation néolibérale de ce gouvernement. L'ASSÉ pourrait appeler à la création d'une coalition nationale contre l'austérité et orienter sa mobilisation vers le gouvernement fédéral – et éventuellement provincial, en toute vraisemblance.

Au niveau plus local, ce serait l'occasion de créer des nouvelles structures sur nos campus qui permettraient de coaliser le travail politique, afin qu'il soit partagé par tous les membres des communautés collégiales ou universitaires. Cela pourrait se concrétiser par la création de comités mob' interprofessionnels, l'organisation d'assemblées de campus, etc. Cela permettrait par exemple d'initier une réflexion sur la structure du pouvoir dans les institutions d'enseignement.

De plus, le fait de s'attaquer à des mesures politiques qui touchent tout le monde nous attirerait sans doute des sympathies de plusieurs groupes et nous permettrait de nous mobiliser sur une base plus large, en partageant notre mouvement avec tous et toutes, comme cela s'est vu dans la mobilisation contre les budgets Bachand. Les lieux existant déjà ou à créer pour discuter de la mobilisation devraient se multiplier partout où le mouvement étudiant peut trouver des alliés pour lutter contre l'austérité.

Le point culminant de ce plan concorde avec les négociations du secteur public en 2015. L'ASSÉ pourrait lancer une campagne sur la défense des services publics et se solidariser à la lutte des employés du secteur public dès le début. L'avantage d'une campagne sur la défense des services publics en général serait la dé-corporatisation des revendications dans la sphère publique. Grâce aux nouvelles solidarités et aux nouvelles structures dont nous nous serions dotés d'ici là, nous pourrions réaliser plus facilement le projet de grève sociale, avec des revendications larges touchant à tous les secteurs de la société. Il n'est pas irréaliste de penser qu'avec une préparation commençant plusieurs années d'avance, à l'instar de la grève que nous venons de vivre, la future grève sociale serait offensive, effaçant le revers possible d'une indexation des frais en 2013.

Nous aurions en quelque sorte fondé une nouvelle structure par la base, un nouveau front commun dépassant l'allégeance syndicale ou les structures surannées des centrales. Notre travail de propagation de nouvelles manières de lutter dans nos institutions d'enseignement pourrait, espérons-le, faire des émules dans d'autres secteurs dans le cadre de cette campagne ou avant. Ce mouvement serait d'un nouveau genre, à l'image de la grève que nous venons de terminer : démocratique et combatif, mené par la base et, avec un peu de chance, victorieux.